

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2025_PM_11755 T

Tubage de cheminée – Chaussée du Calvaire
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée la SARL PETIOT, dont le siège social se situe 6 rue des Artisans, 17770 Écoyeux, en date du 14 novembre 2025,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation ainsi que le stationnement Chaussée du Calvaire afin de permettre le déroulement d'un tubage de cheminée en toute sécurité au droit du n° 20 de ladite voie,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation Chaussée du Calvaire s'effectuera par alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 ou de feux tricolores, le **jeudi 27 novembre 2025, de 8h00 à 18h00**.

Article 2 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du n° 20 de la Chaussée du Calvaire, le **jeudi 27 novembre 2025, de 8h00 à 18h00**, à l'exception de la nacelle automotrice de la SARL PETIOT.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale.

Article 4 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 5 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 6 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, la SALR PETIOT, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

21 NOV. 2025

**L'Adjoint au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU**

